



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/10/NGO/73
26 février 2009

FRANÇAIS SEULEMENT

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Dixième session
Point 3 de l'ordre du jour

PROMOTION ET PROTECTION DE TOUS LES DROITS DE L'HOMME, CIVILS, POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, Y COMPRIS LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT

**Exposé écrit* par le Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE),
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[13 février 2009]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

La traite des enfants : exemples des programmes de prévention et protection du BICE en Côte d'Ivoire et en République dominicaine

Le Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE) se félicite de l'adoption de la résolution 8/12 du Conseil des droits de l'homme du 12 juin 2008 qui a renouvelé le mandat du Rapporteur spécial sur les droits fondamentaux des victimes de la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants. Nous avons apprécié la nomination de Mme Joy Ngozi Ezeilo à ce poste et le fait que la Rapporteuse Spéciale a été autorisée « à prendre des dispositions pour réagir efficacement chaque fois qu'elle tiendra des renseignements de source sûre concernant des violations possibles des droits de l'homme, en vue de protéger les droits fondamentaux de victimes effectives ou éventuelles de la traite ».

En effet, la traite constitue un défi et une interrogation pressante à l'endroit de la communauté internationale dans son ensemble ; une interrogation sur sa complexification, sa prospérité grandissante au détriment de la jouissance des droits qu'elle bafoue, sa capacité de mutation et l'ingéniosité des réseaux de trafiquants.

Dans le cadre de ses programmes et de ses projets sur le terrain, le BICE s'efforce de lutter contre la traite et de protéger les victimes d'un tel fléau.

En Côte d'Ivoire, nous sommes confrontés à une forme de traite à fin d'exploitation par le travail, qui assume des manifestations différentes selon les sexes : les filles sont utilisées en tant que domestiques, et les garçons dans les plantations de cacao. Les actions du BICE s'articulent, alors, autour des axes stratégiques suivants :

► La sensibilisation et la prévention qui impliquent une dissémination des instruments juridiques internationaux, le renforcement des capacités des acteurs (enfants, familles, travailleurs sociaux, police...), l'information des communautés et la mobilisation sociale. Ainsi les familles sont informées sur les risques de traite existants pour les enfants de même que sur les droits de ces derniers. Une telle sensibilisation se fait en grande partie à travers l'utilisation des médias, en particulier les radios de proximité et la participation d'acteurs relais (comités locaux de protection, comités villageois de développement).

► Le plaidoyer pour le renforcement du cadre juridique au niveau national, mais aussi en collaboration avec différentes organisations tant en Côte d'Ivoire que dans les pays voisins. Un tel plaidoyer passe par un renforcement de l'assistance juridique et judiciaire des victimes.

► L'accueil des enfants dans des centres de transit ou d'hébergement avec des services de restauration, d'appui sanitaire et médical, d'appui psychoaffectif, d'assistance juridique...

► La préparation du retour. Cela consiste en l'identification du pays ou village d'origine des enfants, la recherche de leur famille, la facilitation dans les démarches pour l'établissement des documents nécessaires (p.ex. passeport) et l'organisation du voyage de retour (p.ex. achat des billets, liens avec les personnes de contact sur place). Une fois rentré, le Bice essaye, dans la mesure du possible, d'appuyer la réinsertion scolaire ou socio professionnelle de l'enfant. Il est important de constater que dans tout ce processus, le Bice travaille avec l'aide des institutions du Gouvernement ivoirien et, parfois, des ambassades des pays d'origine des enfants dans le cadre de la facilitation des démarches.

En **République dominicaine**, le BICE se trouve face à une situation de traite à des fins d'exploitation sexuelle. Le phénomène, qui sévit dans le pays depuis les années 1970, est particulièrement inquiétant dans les zones touristiques urbaines et les plages, les ports et les zones de frontières, et il est entretenu par l'offre croissante de vols bon marché en provenance des Etats-Unis, du Canada et de l'Europe ainsi que par la promotion du pays à l'étranger comme paradis sexuel. Parallèlement, les situations de pauvreté et de pauvreté extrême touchant de nombreuses familles, l'absence d'offres de travail décent, les déficits en matière d'éducation et la rupture de la structure familiale traditionnelle sont des facteurs qui facilitent, par désespoir économique, l'entrée d'adolescent(e)s et de jeunes dans les circuits de l'exploitation sexuelle commerciale dans le tourisme.

Le Bice soutient le projet « Stratégies d'intervention face à la vulnérabilité des jeunes dans les zones touristiques de République dominicaine », projet mis en œuvre par le Centre Culturel Poveda, actuellement dans la zone de Boca chica.

Ce projet a pour objectif de :

- ▶ Sensibiliser et former les équipes de directeurs et d'éducateurs des écoles secondaires pour permettre l'intégration dans les curriculums scolaires de stratégies permettant de diminuer la vulnérabilité des jeunes.
- ▶ Diminuer la vulnérabilité des adolescents (processus de formation-réflexion-action, travail sur l'estime de soi, sur l'identité et sur le sentiment d'appartenance à la communauté).
- ▶ Promouvoir la réalisation d'actions entre pairs pour prévenir le tourisme sexuel et la délinquance.
- ▶ Sensibiliser les familles/l'entourage familial des jeunes et des adolescents pour ré-signifier les liens familiaux et affectifs, et donc, réduire les risques d'exposition des jeunes au tourisme sexuel.
- ▶ Appuyer la familiarisation des professeurs, des parents et des étudiants avec les institutions de la zone qui travaillent sur base de programmes de prévention.
- ▶ Créer des espaces d'articulation entre la communauté éducative, les organisations communautaires et les institutions gouvernementales pour promouvoir des politiques, programmes et projets de prévention de la vulnérabilité des jeunes et des adolescents.

Des activités de prévention par l'éducation, la participation « protagonique », la recherche scientifique et la formation professionnelle sont développées telles que:

- Des modules formatifs pour les éducateurs, les jeunes et les adolescents, pour leurs familles, tuteurs et pour les agents communautaires (éducation à une saine sexualité, citoyenneté responsable, estime de soi et identité, réalité socio-éducative nationale, rôle des centres éducatifs et des organisations communautaires face au tourisme sexuel et à la délinquance, réalités de la jeunesse locale) sont mis en place.

- Un forum de prévention comme espace de réflexion-proposition-action (communauté éducative, organisations communautaires, institutions gouvernementales, jeunes, familles, personnel des hôtels) a été créé.
- Les adolescents « promoteurs d'action » ont été formés (sensibilisation et mobilisation).
- Actions d'information/divulgence : brochure, bulletins informatifs semestriels, fresques murales, radio locales, ont été mises en place.
- Investigation : création d'une base de données et étude de cas.
- Formation professionnelle.

Ce projet fait intervenir tous les acteurs susceptibles d'être confrontés à des situations de traite ainsi les directeurs et le personnel des hôtels et des clubs de la zone de Boca Chica ont également été sollicités. En les impliquant dans un tel projet, le BICE entend leur donner les moyens d'agir et les informer sur comment agir.

L'expérience de terrain nous amène donc à considérer la traite comme un crime complexe et une grave violation des droits de l'homme et qui, de ce fait, doit être examinée de façon globale. Pour cela, le BICE encourage la Rapporteuse Spéciale à continuer de collaborer avec:

- d'autres Rapporteurs, notamment ceux sur la violence à l'égard des femmes, sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et sur les formes contemporaines d'esclavage,
- les différentes organisations (aussi bien gouvernementales que non gouvernementales) en charge de cette question et à se rapprocher davantage des organisations de terrain qui sont confrontées à cette question.

A la lumière du droit international et des dispositions normatives nationales en la matière, le BICE voudrait également suggérer à la Rapporteuse spéciale d'entreprendre une étude sur les bonnes pratiques ainsi que sur les défis qui persistent en termes de prévention, protection et répression de la traite afin de servir de base à la formulation de politiques et de programmes mieux coordonnés entre eux.

- - - - -